

1^{er} décembre 2016

Fermeture de Mondelez envoyant à la rue près de 500 travailleurs **Le programme Solidaire dit : expropriation sans compensation**

La transnationale étasunienne Mondelez, une spin-off de Kraft, ferme son usine de biscuits dans le quartier Hochelaga-Maisonneuve de Montréal, ouverte depuis 1956, envoyant à la rue 454 travailleuses et travailleurs bien rémunérés et syndiqués. Même la Chambre de commerce de Montréal-est pense que tout n'a pas été tenté avant de transférer la grande majorité de la production en Ontario... et éventuellement au Mexique¹. Or cette transnationale est tout à fait rentable... grâce à son programme de réduction des coûts². Ce coup fourré, sans avertir personne se qualifie manifestement comme une fermeture sauvage.

Le programme de Québec solidaire est on ne peut plus clair au sujet de tel cas :

En cas de fermeture dans le cadre d'une délocalisation d'entreprise, Québec solidaire entend reconnaître le droit aux employé-es de reconvertir l'entreprise en coopérative, le tout sans indemnisation à l'employeur [Je souligne]

Québec solidaire prévoit obliger les employeur-es à se doter d'un plan pour reclasser les employé-es licencié-es dans un emploi similaire ou équivalent; à fournir la formation requise pour requalifier les employé-es licencié-es qui n'ont pas pu se trouver un tel emploi et à indemniser substantiellement les employé-es licencié-es qui n'ont pas pu se trouver un emploi malgré les mesures précédentes

On s'attend donc à une prompte prise de position de Québec solidaire qui soit autre chose que des larmes de crocodiles sous prétexte, par exemple, de s'enligner derrière une position syndicale capitularde.

Comme le dit le programme, on s'attend à ce que le parti réclame l'expropriation sans indemnité de l'usine et que l'État offre aux syndicats concernés ou à un groupe intéressé de travailleurs de la transformer en coopérative avec évidemment un soutien financier et technique de la CDPQ, ce qui d'ailleurs est prévu à cet égard dans la plate-forme 2014. Si la CDPQ s'estime compétente pour construire et gérer un réseau sophistiqué de trains de banlieue pour 6 milliards \$, elle devrait être en mesure de soutenir une usine de biscuits.

Si jamais le syndicat trop pusillanime rejetait cette possibilité et qu'il n'y avait pas d'autres groupes intéressés, alors comme le dit le programme, la transnationale doit offrir un emploi similaire avec formation concomitante ou au pire une forte indemnité.

C'est ça et pas autre chose qu'on s'attend à lire dans le communiqué de presse et encore mieux à entendre dire lors de la conférence de presse.

Marc Bonhomme, 1^{er} décembre 2016,
www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca

1 Agence QMI, [Près de 500 travailleurs bientôt au chômage dans l'est de Montréal](#), Canoe, 1/12/16

2 Karen Lentschner, [Mondelez: une sévère cure minceur gonfle les profits](#), Le Figaro, 3/02/16